

## ÉDITORIAL

FRANCIS SITEL

### Les grandes lignes d'un ordre international nouveau...

*« Nous commençons à discerner les grandes lignes d'un ordre international nouveau, nous avions noué comme nous l'entendions les divers fils de notre politique. »*

KISSINGER (*Mémoires*)

A en croire Edmond Maire, « l'ombre de Kaboul » plane sur le mouvement ouvrier français. Ombre de mauvaise augure que celle des grands événements internationaux lorsqu'ils sont réduits à des préoccupations d'appareils, ravalés au rang d'aliment à la division.

Alors que l'invasion soviétique en Afghanistan pose des questions nouvelles, et de première importance, au mouvement ouvrier international, l'appelant à s'interroger sur les grandes tendances à l'œuvre au niveau mondial, les pseudo-certitudes dont font étalage les directions ouvrières françaises ont quelque chose d'affligeant. Les directions du PS, de la CFDT, de la FEN et de FO rivalisent d'anticommunisme pour brocarder les violations du « droit des peuples ». Et, face à cet assaut, la direction du PCF se contente de psalmodier les déclarations les plus époustouflantes du Kremlin comme quoi l'URSS, ne faisant que respecter un traité d'assistance, est venue porter secours à un gouvernement allié menacé de l'extérieur.

Comme si, au moment où chacun se plaît à évoquer le danger d'une nouvelle guerre mondiale, les craquements du vieux monde qui bouge ne parvenaient pas à couvrir les criaillements des cliques en dispute et les gargouillis des divisions intestines.

Mais ceux-là se trompent qui croient qu'il suffit d'agiter les clochettes de la division et d'évoquer le spectre de la guerre pour hypnotiser les travailleurs, les amener à se réfugier dans le mensonge et les vieilles certitudes.

La classe ouvrière sait qu'il lui faut décrypter le sens des événements en cours pour comprendre les enjeux qui se dessinent. Mais pour cela elle ne peut se tourner ni vers le PCF, dont le secrétaire général se fait le grand prêtre des dogmes du Kremlin, ni vers la social-démocratie qui court sous les couleurs du « monde libre ». Les uns et les autres ne font jamais que jouer les échos des fades propos de Carter et de Brejnev qui, tous deux, se jettent à la figure le prétendu « droit international ». « L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques bafoue le droit international » dit le premier, par la bouche de son ambassadeur à l'ONU, à quoi le second réplique que les USA mettent en cause « le système cohérent régissant les relations entre États en droit international ».

Ce fameux « droit international », les travailleurs savent bien que c'est celui du pillage et de la guerre. Les chars russes à Kaboul ne leur font pas oublier les débarquements de marines US au Guatemala et à Saint-Domingue, ni le déluge de feu et de mort que l'impérialisme a infligé à l'héroïque peuple vietnamien. Et tant d'hypocrisie lève le cœur lorsqu'on se souvient que c'est au moment même où les bombes écrasaient le Vietnam qu'URSS et USA engageaient, à grand tapage, le processus dit de « détente », que Nixon prenait courtoisement le thé avec Brejnev et Deng Xiaoping.

## **L'indignation du « monde libre »**

Le déchaînement des gouvernements et de la presse occidentale à propos d'événements qui n'ont pas pour eux le mérite de l'originalité — vieux colonisateurs et nouveaux impérialistes ont déjà tout inventé en la matière — ont de quoi surprendre. Serait-ce que le peuple afghan est plus cher à leur cœur que tout autre peuple, ces peuples que l'impérialisme réduit à la famine, écrase sous les bombes, martyrise sous le poids de la répression ? Serait-ce que l'idéal des « droits de l'homme » se révolte plus au bruit des chars russes, aujourd'hui, dans les montagnes afghanes, qu'hier, sur les pavés de Prague ?

Il n'en est, bien évidemment, rien. Ni les sentiments, qui n'ont rien à voir dans cette histoire, ni les intérêts, qui restent les mêmes, ne sont en cause ; seules les conditions ont changé permettant une offensive impérialiste de grande ampleur.



Car l'Afghanistan n'est qu'un prétexte pour l'impérialisme : la brutalité de l'invasion soviétique lui est l'occasion de relancer sa propre politique agressive.

Depuis sa défaite au Vietnam, l'impérialisme s'est en effet trouvé politiquement paralysé pour intervenir politiquement contre des révolutions bousculant son hégémonie. Aujourd'hui, sous couvert de lutter contre «l'expansionnisme soviétique», il redéploie son dispositif militaire.

L'accélération de son effort de guerre, le renforcement de ses bases dans le golfe persique, la constitution de la Turquie, du Pakistan et de la Thaïlande en bastions ont pour but de lui permettre de contrôler ce que les stratèges appellent «l'arc de crise» qui va d'Istanbul à Hanoï et de consolider sa mainmise sur les champs pétrolifères du Moyen-Orient.

En tendant à intégrer la Chine à ce dispositif remodelé, l'impérialisme américain fait une double démonstration. D'une part, de ce que sont sa volonté et ses moyens d'utiliser à son profit les contradictions qui dressent les États ouvriers bureaucratiques les uns contre les autres. D'autre part, de l'ampleur de ses capacités à réorganiser ses forces à l'échelle mondiale : face à l'offensive ponctuelle de l'URSS en Afghanistan, la réplique de l'impérialisme polarise un jeu de forces qui peut constituer un véritable encerclement de l'URSS, de l'Europe à la frontière sino-soviétique.

Un tel effort, qui correspond à la nature profonde de l'impérialisme, doit être justifié aux yeux de l'opinion mondiale, et en premier lieu devant le peuple américain, par l'existence d'une menace. Le danger évoqué ne saurait être, pour les gouvernants américains, que celui de l'URSS, puissance agressive et expansionniste menaçant le «monde libre». C'est ainsi que Walter Mondale, vice-président des États-Unis, explique benoîtement :

«Le monde a changé, voilà tout. Et ce pays sait que, pour continuer à remplir ses responsabilités à travers le monde, il lui faut répondre à deux défis : la crise de l'énergie et l'expansionnisme soviétique (...) Si l'on veut devenir une société de progrès, la crise de l'énergie est certainement l'un des préliminaires à régler. Ce n'est pas le seul. Dans les années soixante, vous n'aviez pas non plus des soldats soviétiques en faction à cinq cents kilomètres du golfe Persique...»<sup>1</sup>

En agitant les vieilles peurs des pays capitalistes devant la menace rouge, l'impérialisme américain non seulement renforce ses propres capacités militaires mais se donne le beau rôle : celui de l'agressé qui ne se laisse pas agresser.

«L'histoire, déclare le même Mondale, dit qu'oublier de tenir

tête à une puissance agressive, cela peut, parfois, conduire à la guerre. Nous avons donc pris des mesures susceptibles d'amener les dirigeants soviétiques à reconsidérer ce qu'ils ont fait en Afghanistan. C'est ainsi que nous sauvagardons la paix. »

Cette politique qui, pour l'occasion, se trouve étiquetée du label « politique de fermeté », vise à ramener les alliés indociles dans le rang et à impressionner les adversaires. Les mesures de rétorsion économique vis-à-vis de l'URSS sont là pour témoigner qu'une telle fermeté n'est pas seulement verbale.

Est-ce à dire que le cadre de la coexistence pacifique est brisé, comme pourraient le laisser entendre certaines déclarations alarmistes sur les risques de troisième guerre mondiale ?

### **La défense du statu quo, pierre angulaire des rapports USA-URSS**

L'impérialisme, même s'il ne renoncera jamais à réouvrir à ses capitaux les marchés que représentent les pays du « camp socialiste » et ne saurait accepter définitivement l'existence des États ouvriers même dégénérés, n'a pas les moyens, dans les conditions présentes, de remettre en cause cette situation. Il lui faut composer avec les bureaucraties qui sont à la tête de ces États.

Quant à l'URSS, toute sa politique reste déterminée par la volonté d'entretenir de « bons rapports » avec l'impérialisme. En d'autres termes : la bureaucratie du Kremlin n'a d'autre objectif que de parvenir à un compromis avec l'impérialisme sur la base duquel les États-Unis reconnaîtraient à l'URSS son statut officiel de « super-puissance », accepterait de négocier avec elle un nouveau partage du monde respectant les zones d'influence et les intérêts soviétiques.

Au-delà des apparences immédiates, l'intervention soviétique en Afghanistan et la réplique que lui oppose l'impérialisme doivent donc être comprises comme s'inscrivant dans le cadre du statu quo instauré entre l'impérialisme et la bureaucratie. Étant entendu qu'un tel statu quo n'est pas un partage codifié une fois pour toutes et valable d'emblée à l'échelle de la planète. Mais une volonté commune de compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie, en fonction de leurs intérêts fondamentaux, qui doit être remodelé lorsque les forces sociales en mouvement tendent à bousculer les situations établies antérieurement ou des situations profondément instables parce qu'ayant échappé aux accords de l'après-guerre.

Tel est précisément le cas de l'Afghanistan qui, du point de vue des



enjeux internationaux, se trouvait comme neutralisé depuis des décennies. Pays à la fois sous régime féodal et sous influence soviétique, il pouvait être considéré comme zone-tampon. L'absence de réaction des États-Unis lorsque, après la chute de Daoud, l'Afghanistan a basculé ouvertement dans l'orbite soviétique, pouvait conforter les Soviétiques dans l'idée que, d'un commun accord tacite, l'Afghanistan était reconnu comme appartenant à leur glacie.

L'écroulement du régime Amin, devenu inévitable du fait de ses erreurs et de la poussée des guérillas islamiques soutenues par le Pakistan et la réaction arabe, ne pouvait, dès lors, que constituer un recul grave pour l'URSS. D'autant que inacceptable qu'un tel renversement de situation devait conduire à la transformation de l'Afghanistan en bas-tion réactionnaire et antisoviétique.

Outre ses conséquences immédiates sur le flanc sud de l'URSS, en particulier par rapport aux républiques soviétiques musulmanes, une telle situation aurait signifié un échec politique cuisant pour le Kremlin à l'échelle mondiale. En effet, corrélativement à l'affaiblissement de l'impérialisme depuis sa défaite au Vietnam, l'URSS a, ces dernières années, élargi avec succès son champ d'intervention. C'est en 1974, pour la première fois, que le ministre de la Défense soviétique, A.A. Gretchko, parla d'engagements militaires afin de résister aux agressions impérialistes « où qu'elles se produisent sur notre planète ». Les interventions soviéto-cubaines en Angola et en Éthiopie ont fait la démonstration que ce n'était pas là fanfaronnade, que les Soviétiques s'étaient effectivement dotés des moyens logistiques leur permettant de relever de tels défis. Preuve éclatante que le statu quo ne se négocie pas en faisant abstraction des rapports de forces, y compris militaires.

Non seulement le basculement de l'Afghanistan aurait annulé les points marqués ces dernières années, mais c'était l'impérialisme, hier paralysé, qui, cette fois, enlevait la mise, aux portes mêmes de l'URSS et sous son nez.

La bureaucratie soviétique en envoyant ses divisions blindées en Afghanistan a mis un coup d'arrêt à cette démonstration bien engagée. Quitte à en payer le prix !

Le prix en question, du point de vue de la bureaucratie, ce n'est pas le renforcement de la réaction en Afghanistan et en Iran, ni la désorientation du mouvement ouvrier international, ni même le renforcement des capacités d'intervention de l'impérialisme contre les révolutions dans le monde. En effet, les intérêts de la révolution mondiale n'entrent pas en ligne de compte dans les calculs du Kremlin qui ne vise qu'à la défense de ses propres intérêts de caste bureaucratique. Non, le prix à payer c'est

celui d'un avivement des tensions avec les États-Unis — ce qu'on a appelé la « fin de la détente » —, l'impérialisme sautant sur l'occasion que lui fournissait le Kremlin pour dénoncer l'impossibilité du désarmement et d'une réelle entente avec une puissance fondamentalement agressive et dangereuse.

Mais il se trouve que l'URSS pouvait relativiser ce prix dans la mesure où les réactions antérieures des États-Unis, que ce soit par rapport à la chute de Daoud, à l'Angola ou à l'Éthiopie, avaient été remarquablement modérées. Et, d'autre part, la « détente » était déjà largement mise à mal du fait de la seule volonté américaine, beaucoup plus en rapport avec les enjeux propres de la politique impérialiste qu'en relation avec ces événements en tant que tels.

### **La détente mise à mal**

C'est pourquoi on peut penser que, plutôt que les inévitables réactions américaines à l'invasion de l'Afghanistan, étaient plus significatifs, du point de vue des Soviétiques, les événements survenus dans les relations entre les deux Grands depuis cinq ans. C'est-à-dire la campagne pour les droits de l'homme impulsée par Carter et Brzezinski, le refus de signer les accords Salt II et le déploiement des Pershing et Cruise en Europe, et la mise en place de ce que l'URSS pouvait percevoir comme un axe Washington-Pékin-Tokyo tourné contre l'URSS.

Le Kremlin avait sans doute pu entretenir des illusions concernant les négociations entamées avec l'équipe Nixon-Kissinger. En permettant aux États-Unis de sortir honorablement de l'impasse vietnamienne, n'était-il pas possible, en effet, d'obtenir d'eux la reconnaissance de l'URSS comme seconde « grande puissance » à qui serait accordée la « parité » quant au potentiel nucléaire et des conditions avantageuses sur le plan commercial et technologique ? Mais une fois l'impérialisme dégagé du guêpier vietnamien, grâce à l'appui actif de Moscou et de Pékin<sup>2</sup>, les nouveaux dirigeants, Ford et surtout Carter, ne tardèrent pas à faire déchanter le Kremlin.

Non seulement les négociations Salt II, condition sine qua non de la détente selon les Soviétiques, traînèrent en longueur, tandis que Washington réaffirmait officiellement sa volonté de maintenir sa suprématie militaire par rapport à l'URSS, mais la diplomatie américaine se montrait offensive. Alors que la politique de Kissinger avait toujours cherché à rassurer Moscou sur deux points décisifs : le premier que l'alliance avec la Chine ne serait jamais tournée contre l'URSS, le second



que la situation en Europe de l'Est ne serait pas modifiée du fait des États-Unis, l'administration Carter réorientait la politique américaine sur ces deux points.

D'une part, Washington a cherché à intégrer de façon croissante la Chine au dispositif, y compris militaire, américain; d'autre part, Carter s'est fait le champion d'une doctrine des droits de l'homme dont il est clair qu'elle implique le respect de ces droits pour y compris — et, plutôt, d'abord — les citoyens des pays du bloc soviétique. Quant au choix de Carter de nommer Brzezinski assistant pour les questions de sécurité nationale, il ne pouvait être ressenti que comme une menace par les Soviétiques dans la mesure où celui-ci n'a jamais dissimulé son objectif de stimuler les tendances à l'éclatement qui travaillent l'Europe de l'Est.

Dans ces conditions, il est clair que l'affaire afghane n'est pas la cause du refroidissement entre les USA et l'URSS, mais un nouvel épisode d'un processus en cours, l'impérialisme exploitant au maximum l'occasion offerte par le Kremlin pour accentuer et justifier un cours politique déjà engagé.

C'est donc bien du côté de l'impérialisme qu'il faut rechercher les racines des nouvelles tendances de la situation internationale.

## Les tendances de la politique impérialiste

Celles-ci ont été analysées dans de nombreux articles<sup>3</sup> et déjà abordées plus haut, nous ferons que les rappeler.

a) La réactivation des tendances bellicistes de l'impérialisme correspond à une situation de crise profonde du système capitaliste. «L'effort de guerre» permet une relance de certains secteurs capitalistes directement frappés par la crise. «La tendance au réarmement aux États-Unis a tout de suite été interprétée comme devant redonner du tonus à une conjoncture défaillante» écrit *l'Expansion*<sup>4</sup>. Mais, surtout, alors que partout dans les pays impérialistes l'heure est aux politiques d'austérité, aux attaques contre les travailleurs et au chômage, l'alarmisme peut permettre de détourner l'attention des masses, de tenter de leur faire accepter les sacrifices en jouant de la crainte d'un nouveau cataclysme.

b) Un tel climat vise, en même temps, à surmonter la crise de direction que connaît le système impérialiste, précisément aggravée par les tensions économiques nées de la crise. Seuls les États-Unis, du fait de leur puissance militaire et de leurs capacités d'hégémonie à l'échelle mondiale, sont en mesure de s'affirmer comme direction de cette sainte alliance face au «danger soviétique». Faute de mieux, les États-Unis sont



décidés à imposer leur leadership sur le « monde libre » en attisant la grande peur qui hante celle-ci : peur de la crise et peur de la guerre...

c) Mais il est un objectif moins idéologique et plus immédiat que vise à l'heure actuelle l'impérialisme, celui de restaurer ses capacités d'intervention militaire dans le monde. Cela suppose de surmonter ce qu'on a appelé le « traumatisme vietnamien », c'est-à-dire convaincre le peuple américain que la grandeur des USA et la défense de son « way of life » supposent de nouvelles aventures militaires ; et d'autre part, de se donner les moyens militaires et logistiques adaptés à cette tâche.

C'est pourquoi un des éléments essentiels du « réarmement » américain est la déjà célèbre Force d'intervention rapide. Reprenant une vieille idée de Mac Namara, elle vise à mettre sur pied une force de cent dix mille hommes, mobilisés en permanence aux États-Unis même, prêts à intervenir à tout moment en n'importe quel coin du monde. Appuyée par des débarquements d'équipements lourds, cette force devrait être en mesure de faire face aux situations les plus complexes<sup>5</sup>.

Ce que révèle la mise en place de cette force d'intervention, bien différente des autres éléments de la panoplie américaine, c'est que les efforts militaires de l'impérialisme ne sauraient être réduits aux nécessités de la défense vis-à-vis de l'URSS.

Elle permet de distinguer, dans la politique impérialiste, ce qui est de l'ordre du prétexte de ce qui est objectif réel. Le prétexte, c'est la nécessité de hausser le ton face à « l'agressivité soviétique », l'objectif, c'est d'intervenir militairement contre les soulèvements populaires mettant en cause les intérêts impérialistes dans le monde, c'est d'écraser la révolution montante.

Après avoir subi une défaite majeure au Vietnam et n'avoir pu réagir pour empêcher la chute du Shah et celle de Somoza, l'impérialisme s'organise pour préparer le contre-offensive et éviter de nouveaux échecs.

Washington, sous la houlette de Kissinger, a magistralement manœuvré pour préparer les conditions d'un statu quo renégocié avec les bureaucraties de Moscou et de Pékin qui lui laisserait les mains libres pour endiguer et écraser la révolution.

Pour parvenir à ses fins, il jette dans la balance tout le poids de son fantastique arsenal militaire, technique et économique. Car, alors que s'engage une nouvelle course de vitesse entre révolution et contre-révolution, l'impérialisme se sait sur la défensive, affaibli par trois défaites subies presque coup sur coup. Il compte donc sur ces capacités, qui restent énormes, pour contraindre les bureaucraties de Chine et d'URSS à entrer dans son jeu.



Mais celles-ci sont elles-mêmes confrontées à une crise profonde qui travaille leurs sociétés, ainsi la bureaucratie soviétique sait que son sort est en jeu si elle n'est pas en mesure de tenir tête aux États-Unis.

Kissinger croyait tenir tous les fils. Loin s'en faut !

Les forces gigantesques que l'impérialisme est en mesure de mettre en mouvement pour parvenir à ses fins sont sans rapport avec les moyens dont il dispose pour contrôler celles-ci, même allié à Moscou et à Pékin.

«Tenir tous les fils», c'est compter sans la volonté des peuples d'échapper à l'exploitation et à l'oppression. L'impérialisme agite le chantage à la guerre, mais il n'est pas le maître de cette foudre dont il faudrait faire un fouet pour mater les peuples. Il est urgent que la révolution la lui arrache des mains.

Francis Sitel

1. *Le Nouvel Observateur*, n° 804, interview de Walter Mondale.
2. Cf. *Mémoires* de Kissinger : «Je chercherais à mobiliser quelque influence modératrice sur l'Indochine, sans jamais oublier que le seul fait de la rencontre et du sommet qui s'en suivrait [avec Pékin] ne pourrait que démoraliser massivement Hanoï.»
3. Cf. A. Duret : «Un nouveau cours de l'impérialisme américain», in *Rouge* n° 901.
4. *L'Expansion*, 21 mars - 3 avril 1980, «L'inflation de guerre froide».
5. Cf. Michael T. Klare : «Une stratégie d'intervention sur mesure pour le tiers-monde», in *le Monde diplomatique*, avril 1980.